

Cadre énergie-climat à l'horizon 2030

Avis de l'APERe

1. Introduction

En réponse à la sollicitation de la Commission européenne, l'APERe présente sa contribution pour les réponses aux questions énoncées dans le Livre vert balisant le cadre pour les politiques en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030.

Les propositions soutenues sont générales. Nous laissons aux techniciens le soin de chiffrer les mesures. A l'horizon 2030, nous demandons à l'Europe d'assurer un pas concret vers l'objectif d'énergie durable défini dans la [Charte pour une énergie durable](#) : un mix énergétique 100% renouvelable, à assurer sur base d'une utilisation rationnelle de l'énergie (comportements judicieux et équipements efficaces).

Nous progressons vers une ère où le défi ne sera plus de produire l'énergie, mais bien de la gérer. Stockage et réseau sont deux éléments clés sur lesquels travailler dès aujourd'hui.

L'autorité publique ne doit avoir qu'un souci : doter l'Europe d'un cadre clair stable et stimulant qui rend la transition énergétique possible (aménagement du territoire, infrastructure, cadre réglementaire, fiscalité, recherche et développement et éducation).

En particulier, la fiscalité doit être harmonisée à l'échelle européenne pour contrebalancer la tendance actuelle qui favorise largement les ressources conventionnelles au niveau mondial. Il faut livrer des énergies renouvelables compétitives pour permettre leur déploiement massif dans tous les Etats membres. Il est grand temps de nous donner les moyens de réaliser nos ambitions.

2. Contribution de l'APERe

2.1. Généralités

Les leçons tirées du cadre pour 2020 et de l'état actuel du système énergétique de l'UE qui paraissent les plus importantes à l'APERe sont les suivantes :

- Réseau et sécurité d'approvisionnement doivent être considérés à l'échelle européenne.
- Il est crucial de mettre en place un cadre légal permettant et favorisant les circuits courts entre la source d'énergie et l'endroit où elle est consommée.
- Les aides directes et indirectes au secteur énergétique conventionnel doivent être rendues visibles, au même titre que le renouvelable.
- Il faut prendre au sérieux la capacité de production renouvelable décentralisée de petite puissance de l'Europe et en tirer des leçons pour les prochains défis à relever. Le cas du photovoltaïque est exemplaire : diminution du prix, facilité d'installation, les capacités ont explosé. La question de l'intégration des prosumers doit être prise en compte dans l'élaboration des politiques pour 2030.
- Pour le suivi des politiques énergie-climat, des indicateurs autres qu'environnementaux (économiques et sociaux) doivent être mis en place.
- A l'échelle européenne, 2030 doit être un pas vers un objectif 100% renouvelable, qui se passera du fossile et du nucléaire.



2.2. Objectifs

A l'horizon 2030, il est important de continuer à articuler le cadre autour de trois objectifs principaux. Les propositions suivantes sont soutenues par l'APERe, qui estime qu'elles devraient être juridiquement contraignantes :

- Une diminution de 40% des GES, par rapport à 1990, d'ici 2030 doit être perçue comme un objectif intermédiaire afin d'établir une diminution de 80 à 95% des émissions polluantes d'ici 2050.
- Les énergies renouvelables doivent garder une part toujours plus considérable dans la consommation d'énergie. Il faut dès lors fixer un seuil minimum de 50% d'énergies renouvelables d'ici 2030, afin d'atteindre 100% en 2050.
- Il est primordial de maintenir les efforts en matière d'économies d'énergie et ainsi d'atteindre une réduction de 40% de la consommation primaire d'ici 2030.

Au niveau des objectifs de 2020, les incohérences suivantes ont été relevées, à corriger pour la politique à l'horizon 2030 :

- L'énergie incorporée des biens et des services n'était pas incluse dans les objectifs pour 2020, elle devrait l'être pour 2030.
- Aviation et fret ont également échappé aux objectifs de 2020, ils doivent être inclus dans ceux de 2030.
- Certains objectifs étaient contraignants et d'autres pas pour 2020, ils devraient tous l'être pour 2030.

De plus, des objectifs sous-sectoriels paraissent pertinents, à croiser avec des objectifs par filière.

2.3. Instruments

Aux yeux de l'APERe, le changement majeur à opérer au niveau des instruments concerne la fiscalité.

- Une fiscalité spécifique au secteur énergétique doit être créée, harmonisée au niveau européen.
- Pour que l'instrument fiscal soit suffisamment puissant, les matières fiscales doivent être décidées à la majorité et plus à l'unanimité.

Afin de réaliser des économies d'énergie supplémentaires au meilleur rapport coût-efficacité, l'APERe propose les mesures suivantes :

- Tarification progressive de l'énergie, afin d'inciter les consommateurs à économiser l'énergie et de faciliter un accès minimal au service énergétique pour les plus démunis.
- Favorisation de la gestion énergétique depuis la maison.
- Normes de produits à changer (suppression du mode veille, etc.)
- Lutte contre l'obsolescence programmée, avec notamment l'allongement des durées de garantie pour les produits.
- Systématisation du rôle d'agrégateur d'énergie qui fait ses preuves en Belgique.
- Affichage de l'énergie incorporée des biens et services dans une perspective de réglementation.



En matière de recherche et d'innovation, afin d'appuyer au mieux la réalisation du cadre pour 2030, l'APERe préconise un basculement des budgets afin de les consacrer

- À la gestion de l'énergie
- Au stockage de l'énergie
- A la dimension comportementale de la transition vers 100% d'énergies renouvelables

2.4. Compétitivité et sécurité d'approvisionnement

Pour promouvoir la création d'emplois, la croissance et la compétitivité, la fiscalité est à nouveau l'élément que l'APERe veut mettre en avant.

Dans le cadre actuel, les éléments suivants attestent de fuites de carbone :

- Délocalisations
- Désindustrialisation
- Diminution du secteur primaire, externalisé
- Non comptabilisation des consommations du transport maritime et aérien

Pour y remédier, l'APERe propose d'instaurer une taxe CO₂ sur les produits importés et le transport maritime et aérien.

Afin d'agir sur les tendances observées en matière de coûts de l'énergie, il faut :

- Augmenter la part d'énergies renouvelables dans le mix énergétique européen.
- Améliorer la gestion de l'énergie et son stockage.
- Améliorer les interconnexions au niveau du réseau électrique.

Pour exploiter au mieux le développement de sources d'énergies locales, il faut favoriser

- La consommation au plus près du lieu de production
- Les circuits courts entre source d'énergie et lieu de production

Le renforcement de la sécurité d'approvisionnement énergétique en interne et le fonctionnement plein et efficace seront favorisés en travaillant sur

- Le stockage
- Les interconnexions nécessaires

2.5. Aspects liés aux capacités et à la répartition des efforts

Pour promouvoir la coopération et une répartition équitable des efforts entre les Etats membres, l'APERe suggère d'inclure un intérêt financier à l'effort énergétique, au moyen entre autres

- De la défiscalisation des secteurs de la gestion de l'énergie et de la production d'énergie renouvelable
- D'une fiscalisation harmonisée.



3. Contact

APERe asbl

www.apere.org

Michel Huart, Secrétaire Général

mhuart@apere.org

Rue Royale 35 - 1000 Bruxelles

Tél. 02/218 78 99

